

Le Mouvement vert en République islamique d'Iran

L'élection présidentielle du 12 juin 2009 en Iran s'est soldée par une mobilisation sociale et politique sans précédent depuis la Révolution de 1979. La campagne elle-même a été passionnée et a donné lieu à des joutes télévisées très dures entre le président sortant, Mahmoud Ahmadinejad, et les autres candidats, notamment Mirhossein Mousavi et Mehdi Karroubi. Mais elle s'est aussi accompagnée d'un investissement de la rue par les électeurs-télespectateurs qui se rassemblaient dans les grandes artères de la capitale à l'issue des débats télévisés et donnèrent à la campagne un tour festif, très bon enfant en dépit des divergences politiques, et rappelant les grandes manifestations footballistiques de 1997-98.¹ Au lendemain du premier tour, il fallut vite déchanter puisque Mahmoud Ahmadinejad fut déclaré vainqueur contre toute vraisemblance. Néanmoins la mobilisation ne cessa pas pour autant, bien au contraire. Dès l'annonce du résultat, les partisans du changement descendirent à nouveau dans la rue pour demander où était leur vote. L'ampleur et la rapidité de la protestation s'expliquent

FARIBA ADELKHAH
SciencesPo-CERI

par le brutal contraste entre la liberté avec laquelle chacun avait pu s'exprimer pour ou contre le président sortant pendant la campagne et la rapidité avec laquelle était décrétée sa victoire improbable, au moins au premier tour, ainsi que la brutalité avec laquelle était refusée toute contestation de cette issue. La violence de la répression mit plusieurs semaines à ramener un calme apparent. Cependant, dès l'automne, les manifestations reprirent à diverses occasions, généralement dans le creux des célébrations officielles de la République ou des cérémonies religieuses. Elles devaient culminer en décembre après la mort de l'ayatollah Montazeri, dans le contexte de la commémoration d'Achoura. Ces événements ont rendu tangible l'existence d'un espace public dans une République islamique.

Leur interprétation reste délicate, ne serait-ce que parce que nous manquons de sources indépendantes et de moyens de recouper les informations qui nous parviennent. Il est tentant de voir dans cette crise la résurgence d'un antagonisme anhistorique entre l'État et la société. Ou encore de laisser dans l'ombre ses antécédents et de la réduire à une protestation *ex nihilo* contre la fraude ou la dictature,

1. Allusion aux manifestations, notamment de femmes en principe interdites de stade, qui ont suivi en 1997 la qualification de l'équipe d'Iran pour la Coupe du monde de football et sa victoire contre les États-Unis en 1998.

comme le font les courants politiques et intellectuels réformateurs. Sans doute sommes-nous en présence d'un « mouvement social » (Alain Touraine) ou d'une affirmation de la « société civile » à l'encontre de l'État, somme toute comparables à la mobilisation de *Solidarność* en Pologne en 1981. En particulier, la capacité du Mouvement vert, en dépit de ses contradictions internes, à unifier la société iranienne et à s'« autolimiter » politiquement, pour reprendre la formule en usage en Pologne en 1980-1981, est sa force, au moins potentielle. Encore faut-il garder à l'esprit que la « société civile » est la société dans son rapport à l'État, et non dans une altérité ou une extranéité radicale par rapport à celui-ci. Le Mouvement vert, qui a choisi comme hérauts Mirhossein Moussavi et Mehdi Karroubi, est né au sein de la République islamique elle-même et il continue d'en participer, notamment en gardant comme *leaders* deux de ses chefs historiques. Il synthétise en quelque sorte des mobilisations et des courants politiques ou sociaux antérieurs, en même temps qu'il découle d'évolutions institutionnelles et économiques du régime et qu'il procède de deux caractéristiques de la société iranienne post-révolutionnaire : la formation d'un espace public confessionnel, qui est allée de pair avec sa bureaucratisation ; la généralisation d'un style de vie à l'échelle nationale, celui de l'être-en-société, propice à l'individuation et à la compétition sociale².

La genèse sociale du Mouvement vert

Les origines lointaines du Mouvement vert remontent aux années 1990, avant même que l'élection inattendue de

Mohammad Khatami, en 1997, ne donne un visage politique à la réforme endogène des institutions de la République islamique. Le tournant semble avoir été les élections législatives de 1996, dont la campagne a été très animée, notamment dans les provinces, et a été dominée par quelques personnalités hautes en couleur, telles que Faezeh Hachemi, la propre fille du président de la République, Hachemi Rafsandjani, la championne du droit de la femme au sport, le beau Farhad Jafari, candidat « autre penseur » à Mashhad, ou encore le truculent hojatoleslam Seyyed Ali-Akbar Hosseini, animateur drolatique d'une émission télévisée en vue, tout clerc qu'il fût. Chacune à sa manière, ces figures – et d'autres encore, moins visibles à l'échelle nationale – ont révélé l'émergence de thématiques et de préoccupations sociales et culturelles qui tranchaient avec l'esprit révolutionnaire de la première décennie de la République, sans nécessairement le contester. Se trouvaient soudain posées les questions de la famille, de la femme, de la jeunesse, de l'autonomie du social par rapport à l'État, à partir de débats et de pratiques très concrets, comme, par exemple, l'accès au sport pour le « deuxième sexe », la mise vestimentaire tant pour les hommes que pour les femmes, les relations matrimoniales. Naturellement cette recomposition politique interne au régime faisait implicitement écho aux évolutions qu'il avait connues depuis la fin de la guerre contre l'Irak, en 1988, et la mort de l'Imam Khomeyni, en 1989. L'élection de Hachemi Rafsandjani à la présidence de la République et l'accession d'Ali Khamenei à la fonction de Guide de la Révolution avaient alors inauguré une période de « reconstruction » et de libéralisation économique, encore que celle-ci fût surtout associée à la personne du président

2. Voir notamment Fariba Adelkhah, *Être moderne en Iran*, Paris, Karthala, 1998 [2006].

de la République et à son gouvernement « de travail », composé pour l'essentiel de ministres technocrates d'origines politiques diverses, en charge de la gestion de l'État, plutôt qu'à celle du Guide, incarnation de la légitimité islamique de la République. Ce fut à cette époque que le courant des « Reconstructeurs » s'imposa comme une troisième force politique entre la Société du clergé combattant, de droite, et l'Association des clercs combattants, de gauche, majoritaire au Parlement jusqu'en 1992, puis tenue en échec par le Conseil des Gardiens de la Constitution qui filtre les candidatures aux élections.

L'élection triomphale de Mohammad Khatami à la présidence de la République en 1997 ne venait donc pas de nulle part, pour inopinée qu'elle fût. Néanmoins, elle transforma la donne. D'une part, elle exacerba les contradictions au sein de la classe politique, non seulement en suscitant les alarmes de la droite, dont le champion, Ali-Akbar Nategh Nouri, le président du Parlement, avait été écrasé, mais encore en provoquant le divorce rapide entre les reconstructeurs rafsandjanistes, qui avaient concouru à la victoire de Mohammad Khatami, et les réformateurs, pour la plupart issus de la gauche, qui se réclamaient de celui-ci. D'autre part, le nouveau paysage politique semblait ouvrir la voie à la société civile : les supporters de football s'emparèrent de la rue pour fêter les prouesses de leur équipe, les journaux proliférèrent, jeunes et femmes se sentirent plus libres dans leurs comportements publics, l'opinion suivit avec passion les procès de Gholamhossein Karbastchi en 1998 et d'Abdollah Nouri, l'ancien ministre de l'Intérieur, en 1999. La réaction musclée des hezbollahi, qui s'en prirent aux femmes cyclistes, les assassinats d'intellectuels, les poursuites judiciaires contre les titres

de presse et leurs journalistes prouvèrent vite que la réforme se heurterait à de fortes résistances, ce que confirmera en juillet 1999 la répression sanglante du mouvement étudiant. Il n'empêche que l'ère Khatami (1997-2005), pour décevante qu'elle fut d'un point de vue démocratique et gouvernemental, transforma radicalement le rapport de la société à l'État en créant une sorte d'irréversibilité, qu'a rendu évidente le Mouvement vert et dont sa répression ne vient pas à bout.

L'élection de Mahmoud Ahmadinejad, en 2005, ne remet pas complètement en cause les acquis du khatamisme. Certes, le nouveau Président est le porte-parole d'un courant dit fondamentaliste qui, en réalité, s'apparente plus à une forme de néo-conservatisme et qui est né du constat de l'incapacité de la droite classique à endiguer la vague réformatrice, au fil d'une série de défaites électorales en 1997, en 1999, en 2000 et en 2001. Idéologiquement, cette nouvelle tendance participe simultanément de l'esprit révolutionnaire de la justice sociale et d'un libéralisme économique qui, dans les faits, est inévitablement contradictoire avec cette dernière, par exemple dans le domaine du droit du travail. La manière de dépasser cette aporie a été de distribuer force crédits à la faveur de la hausse des cours du pétrole, de façon passablement électoraliste ou, diront certains, « populiste ». Il n'en reste pas moins que cette distribution de l'argent public, affligeante aux yeux de la Banque centrale et des économistes, y compris de droite, contribue à un certain dynamisme de la société, notamment dans les provinces frontalières ou périphériques, déshéritées. L'inflation qu'elle engendre n'est pas non plus sans bénéfiques, au moins à court terme, pour nombre d'Iraniens, qui par exemple voient s'apprécier leur capital

immobilier ou s'ouvrir des opportunités spéculatives. En outre, Mahmoud Ahmadinejad et son entourage se sont montrés parfois assez iconoclastes sur différents sujets de société, tels que la présence des femmes dans les stades, la télévision satellitaire ou le port du voile. Enfin, sa critique dévastatrice de l'enrichissement des « fils de seigneurs » et de la corruption, qui lui a fourni son principal thème de campagne électorale tant en 2005 qu'en 2009, a contribué à trivialisier la République et à relativiser la place de l'idéologie islamique.

Dans ce contexte général, différents mouvements sociaux se sont épanouis depuis le début des années 1990, qui ont pu être réprimés mais qui ont souvent donné lieu à des négociations entre les autorités et les groupes concernés et qui se sont bien gardés de remettre en cause la légitimité de la République, soit par prudence politique, soit parce qu'ils procèdent eux-mêmes de cette dernière : émeutes spontanées dans les quartiers de Mashhad, de Téhéran et d'autres villes comme Zahedan et Ghazvine ; protestation contre l'augmentation des tarifs des transports publics ; mobilisations ethno-confessionnelles, d'ordre culturel comme en Azerbaïdjan, ou de nature politico-religieuse chez les sunnites du Khorassan et du Baloutchistan ; contestation des modalités de division de diverses provinces comme le Fars, l'Ispahan et le Khorassan. Bien sûr, les Iraniens n'ont pas attendu la Reconstruction pour manifester : dans les années 1980, le rationnement avait notamment donné lieu à de nombreuses expressions de mécontentement populaire dont le slogan célèbre : « Des couches plutôt que des missiles », reste dans les mémoires. Mais l'impératif de la défense nationale et la crainte de la répression limitaient

l'ampleur de ces mobilisations. De même, pendant la période khatamiste, le souci de ne pas donner du grain à moudre aux conservateurs a souvent incité à une certaine retenue, et la presse réformatrice n'était de toute façon pas encline à couvrir les revendications populaires lorsque celles-ci contrariaient les visées du gouvernement et pouvaient être encore assimilées à des atteintes à l'ordre, voire à la sécurité nationale, ainsi que le déclarèrent sans barguigner des députés khatamistes lors d'une grève d'instituteurs.

L'arrivée au pouvoir de Mahmoud Ahmadinejad leva ces inhibitions. Elle fut d'autant plus propice à l'éclosion des mouvements sociaux que les mécontents avaient rongé leur frein depuis plusieurs années et pouvaient prendre au mot un Président qui n'avait de slogan que la justice sociale. De nombreuses grèves éclatèrent ou se durcirent, comme celles des instituteurs, des chauffeurs de bus de Téhéran, ou d'ouvriers dans différentes usines du pays. Surtout, Nouchine Ahmadi Khorassani créa, en 2005, l'association « Un million de signatures contre les discriminations dont souffrent les femmes », sur la base d'une campagne de porte à porte qu'elle avait lancée dès 2003. Ce mouvement, de par la nouveauté et la modernité de son mode collectif d'action et d'organisation et du contenu de ses revendications, de par son refus de remettre en cause la légitimité de la République islamique, a été la véritable antichambre du Mouvement vert, même s'il s'en est tenu à l'écart pendant la campagne présidentielle pour précisément ne pas « passer au politique », ou plutôt à la politique factionnelle. Par ailleurs, les mesures de rationnement d'essence ont provoqué de violentes émeutes en 2007. Et le bazar a multiplié les marques de mauvaise humeur en réaction aux

sanctions commerciales que le président Ahmadinejad prit à l'encontre de la Corée du Sud, de la Chine et de l'Angleterre, pour les punir de leur vote, au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), en faveur de la transmission au Conseil de sécurité de l'ONU du dossier nucléaire iranien, en 2005, puis à l'introduction de la TVA, en 2008 : pour la première fois depuis la Révolution, certaines de ses guildes ont fait grève. On voit donc que le Mouvement vert n'a pas sonné comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Le feu de la contestation sociale couvait sous la cendre depuis vingt ans.

Les effets de la libéralisation économique

Dans le même temps, le Mouvement vert est aussi la résultante d'un pluralisme interne aux institutions de la République islamique elle-même. Tout d'abord, la Constitution de cette dernière et ses révisions successives ont multiplié les centres de décision, et donc les conflits de compétence entre ceux-ci, bien que ces organismes se chevauchent partiellement du fait de leur composition et du cumul des postes par les détenteurs de pouvoir. Ensuite, les élections, qui se sont tenues à intervalles réguliers depuis la Révolution, conformément aux échéances prévues par la Constitution, ont joué un rôle déterminant dans la cristallisation de factions concurrentes, plus ou moins stables et plus ou moins bien délimitées : la compétition entre les quatre grands courants politiques que nous avons précédemment évoqués – la droite classique, les reconstituteurs rafsandjanistes, les réformateurs issus de la gauche islamique, et les néo-conservateurs ahmadinedjdistes – est née de la nécessité de capter

les suffrages du corps électoral. Enfin, le champ religieux auquel s'articule la République islamique, sans se confondre avec lui, est par définition différencié, et même concurrentiel. Plusieurs « sources d'imitation » coexistent et sont susceptibles de proposer des interprétations diverses, voire contradictoires, dans le domaine du droit, mais aussi dans celui de la politique. Et plusieurs sanctuaires se disputent les faveurs des fidèles tout en affichant des orientations différentes lors des élections.

Ce pluralisme, inhérent à l'architecture institutionnelle et à l'orientation religieuse de la République islamique, s'est encore diversifié dans le contexte de la reconstruction et de la libéralisation économique, au lendemain de la guerre. Le gouvernement d'Hachemi Rafsandjani a exigé des institutions et des administrations qu'elles s'autofinancent et leur a fourni les opportunités de le faire en libéralisant l'économie, singulièrement le commerce extérieur grâce à l'ouverture de marchés frontaliers, de zones franches et de zones économiques spéciales. Dans le même temps, le maintien de mesures dirigistes ou étatistes, telles que la diversification des taux de change, la procédure des licences d'importation, l'obligation pour les exportateurs de rapatrier leurs devises ou le contrôle du crédit bancaire, a procuré les moyens d'un enrichissement facile et rapide pour les opérateurs capables de chevaucher les secteurs public et privé. L'enjeu économique de la lutte entre les factions s'est accru. Et, en retour, la libéralisation de l'économie a augmenté les ressources des différentes factions en compétition. Elle a conduit à rendre plus complexe le jeu entre une diversité croissante d'acteurs. Déstabilisant rentes et positions, cassant des carrières,

disloquant des alliances, engendrant un climat général d'incertitude, les privatisations, la spéculation financière et foncière, le pétro-affairisme constituent la toile de fond des polémiques politiques et des affrontements entre factions de ces dernières années.

Il est donc une économie politique de l'espace public et des mouvements sociaux que l'on ne peut réduire à leur simple sociologie, dans les termes de la science politique³. Se pose aujourd'hui la question cruciale du statut juridique et économique de la propriété dans la République islamique d'Iran, dont la mobilisation politique ne peut être abstraite. Même s'il n'est plus beaucoup d'Iraniens pour rêver de socialisme – encore que certaines déclarations récentes de Mirhossein Moussavi trahissent son attachement à une conception étatiste, ou en tout cas dirigiste, de l'économie – ce problème n'est toujours pas résolu trente ans après la Révolution⁴. D'une part, la plaie des biens confisqués aux *taghouti* (les ci-devant Iraniens, liés à l'ancien régime) ou récupérés par les *waqf* (biens de mainmorte) et les fondations n'est pas cicatrisée. De l'autre, l'imbrication du secteur public, du secteur privé et du secteur des *waqf*, et le jeu des chaises musicales qu'elle permet, soulèvent des critiques croissantes en raison du mélange des genres, de l'opacité des transactions et des luttes entre factions qu'elle engendre, alors même que ce type d'institution évergétique est une composante centrale de l'espace public confessionnel et de l'autonomisation du social par rapport au politique.

3. Voir, par exemple, Mounia Bennani-Chraïbi, Olivier Fillieule, dir., *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

4. www.khabaronline.ir, 28 février 1388/2009

De grandes défaites peuvent cacher de grandes victoires

Le Mouvement vert demeure dans un périmètre que le khomeynisme a délimité en proposant une voie de modernité à la fois proprement islamique et tributaire de l'apport intellectuel et politique de l'Occident, en particulier de son savoir, de son organisation bureaucratique, de ses idées de nation et de République. Il assume trois consensus sur lesquels repose le régime : celui de la Révolution, celui de la nation, celui de l'islam. Il est vrai que la participation inédite de la diaspora à la mobilisation politique intérieure tend à compliquer encore les choses : d'un côté, les expatriés, et singulièrement les exilés, injectent leur mémoire, leurs frustrations, leurs rancœurs, leurs intérêts ; d'un autre côté, leur adhésion au mouvement s'apparente à une appropriation critique d'une République qu'ils ont longtemps, pour certains d'entre eux, rejetée ou qu'ils craignaient. En définitive, leur ralliement aux manifestations de 2009 est une expression supplémentaire de cette recomposition souterraine du paysage politique qui, depuis plusieurs années, conduisait islamistes et laïques, voire monarchistes, à dialoguer et à coopérer, et dont le Mouvement vert est la consécration, dans le sillage de la Campagne « Un million de signatures ».

Pour le moment, le Mouvement vert est l'incarnation de l'espace public, en ce sens qu'il met en question l'autorité politique et l'équilibre des pouvoirs, qu'il promeut la nécessité du débat entre le régime et les forces sociales, qu'il élargit à tout un chacun la participation et la protestation, et qu'il vit dans sa chair la contradiction entre les intérêts particuliers et l'unanimité de la volonté générale, ou encore l'inadéquation des

intérêts matériels et des opinions dans le cadre de la République islamique. Il est sans doute condamné à l'échec politique en raison de ses divisions internes et de l'inadaptation de son *leadership* à ses propres attentes, et ce, en dehors même de la férocité de la répression. L'impossibilité de manifester lors du trente-et-unième anniversaire de la Révolution, dans laquelle il s'est trouvé, marque sans doute son reflux. Mais il a sans doute déjà réussi en transformant en profondeur le rapport de force entre la société et l'État. De grandes défaites peuvent cacher de grandes victoires. Mirhossein Mousavi, qui n'aurait jamais pu satisfaire les espérances de ses partisans s'il avait été élu, est devenu dans l'adversité le héros de l'un des mouvements sociaux les plus impressionnants et originaux de ces dernières décennies, rejoignant *Solidarnosc* et Tien an Men au panthéon des luttes sociales et des mobilisations politiques « par le bas ». ■